

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	Les abonnements et annonces sont payables d'avance.
Prix du Numéro par porteur ou par Poste :					La ligne 80 frs
Togo, France et autres pays d'expression française 100 frs					Minimum 250 frs
Etranger : Port en sus					Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1989

8 mai — Décret n° 89-66 portant nomination de Préfets, de Sous-Préfets et adjoints aux Préfets	578
15 mai — Décret n° 89-67 portant rappel à l'activité.	578
29 mai — Décret n° 89-68 accordant la nationalité togolaise.	579
30 mai — Décret n° 89-69 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du Kakou et aux conditions d'intervention de l'Office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1989.	579
30 mai — Décret n° 89-70 fixant les prix d'achat du Coton-graine pour la récolte 1989/90.	579
15 juin — Décret n° 89-71 relevant de ses fonctions le directeur général de la banque togolaise de développement.	579
20 juin — Décret n° 89-72 portant concession de l'aéroport international de Lomé-Tokoin et définition du cahier des charges.	580
Texte au cahier des charges de la concession de l'aéroport de Lomé-Tokoin.	580

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1989

12 juil — Décision n° 743/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'enseignement technique et professionnel.	588
20 juil — Décision n° 763/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à la direction de la météorologie nationale.	588
25 juil — Décision n° 766/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du commerce et des transports	588
26 juil — Décision n° 772/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du plan et des mines.	588
27 juil — Décision n° 776/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.	588
8 août — Décision n° 817/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du secrétariat technique permanent de la conférence des ministres de l'éducation nationale des pays d'expression française (CONFEMEN).	587
8 août — Décision n° 818/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au comité des nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (C.E.R.D.).	587
8 août — Décision n° 819/MEF/DF/DCO portant nomination d'un régisseur.	588
8 août — Décision n° 820/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de maître B.K. BRUCE.	587
8 août — Décision n° 821/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me EDOH AGBAHEY.	587
8 août — Décision n° 822/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me Ahlin Kouadjo KOMLAN.	587
8 août — Décision n° 823/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'organisation mondiale du tourisme (O.M.T.).	587
8 août — Décision n° 824/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit de M. TAZZOU Kokou. ..	588

- 8 août — Décision n° 825/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Me Gahoun HEGBOR. 587
- 8 août — Décision n° 826/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du directeur général du trésor et de la comptabilité publique. 588.
- 8 août — Décision n° 827/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du travail et de la fonction publique. 588

MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1989

- 13 juin — Arrêté n° 459/MTFP portant promotion dans le cadre des fonctionnaires de l'administration générale. 589
- 13 juin — Arrêté n° 460/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la jeunesse et sports. 592
- 13 juin — Arrêté n° 461/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la statistique. 593
- 13 juin — Arrêté n° 462/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la douane. 594
- 13 juin — Arrêté n° 463/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et aéronautique. 594
- Arrêtés portant admissions dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titularisations, constatation d'absence irrégulière, révocations, rappel à l'activité et rectificatifs à de précédents arrêtés portant admissions. 595
- Arrêté n° 209/MEF/CR du 24 juin 1974 portant concession d'une pension de retraite à M. EGBESSA Mahaféi (rectificatif). 598.
- Arrêté n° 244/MFEP/CR du 30 août 1971 portant concession d'une pension de retraite à M. ALONA Koassi (rectificatif). 598
- Arrêté n° 281/MFEP/CR du 9 octobre 1967 portant concession d'une pension de retraite à M. HALAKANTA Toï (rectificatif). 599
- Arrêté n° 430/MFEP/CR du 5 octobre 1970 portant concession d'une pension de retraite à M. TCHANSI Bilao. (rectificatif). 599

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE TOGOLAISELOIS, ORDONNANCES, DECRETS
ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET n° 89-66 du 8 mai 1989 portant nominations de préfets, de sous-préfets et d'adjoints aux préfets.

Vu la loi n° 81-8 du 23 juin 1981 portant organisation territoriale, notamment en son article 34 ;

Vu le décret n° 81-129 du 6 juillet 1981 portant modalités d'application de la loi organique portant organisation territoriale ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur et de la sécurité ;

D E C R E T E .

Article premier — Sont nommés préfets :

de Wawa — M. Melebou Koffi Essozolim, ingénieur d'agriculture

de la Binah — M. Atsou Edoh Yao, attaché d'administration

de la Kozah — M. Abilebou Ouyawe Oukandapéou, instituteur

de Kloto — M. Elitsa Koadjo Lanou, inspecteur jeunesse et sports
des Lacs — M. Sagbo Kodjo, directeur du CEG Tokoin-Centre

de l'Oti — M. Napala Ayitou, docteur-vétérinaire
de Sotouboua — M. Sétodji Agbo, assistant-médical
de Tchaoudjo — M. Masseme Kokouvi, conseiller culturel, ministère jeunesse et sports

de Vo — M. Lalendé Issa, ingénieur-adjoint d'agriculture

de Yoto — M. Misseou Folly Folligan, inspecteur du trésor

du Zio — M. Tsadia Komla, inspecteur des impôts.

Art. 2 — Sont nommés sous-préfets :

de l'Est-Mono — M. Konzou Bawubadi, instituteur
de Tandjouaré — M. Ako Kodjo, instituteur.

Art. 3 — Sont nommés adjoints aux préfets :

des Lacs — M. Assigblé Togbé Tiekou, secrétaire d'administration

d'Amou — M. Medjessiribi Madanou, attaché d'administration

de Bassar — M. Madi Djabakabana Djabakaté, assistant social

de la Kozah — M. Béléi Agoh Makou Pallamwè, adjoint administratif principal.

Art. 4 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mai 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 89-67 du 15 mai 1989 portant rappel à l'activité.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution notamment en son article 16 ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 portant statut de la chefferie traditionnelle et modifiant l'arrêté n° 49-951/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

D E C R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 88-184 du 24 octobre 1988 portant suspension d'un chef de canton.

Art. 2 — M. Esso Eratéi reprend ses fonctions de chef de canton de Baflo (préfecture d'Assoli), au terme de la sanction qui lui a été infligée par décret susmentionné.

Art. 3 — Le ministre de l'intérieur et de la sécurité, chargé de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret qui a effet pour compter du 24 avril 1989 et sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 89-68 du 29 mai 1989 accordant la nationalité togolaise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu l'article 15 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 78-34 du 7 septembre 1978 portant code de la nationalité togolaise, modifiée par l'ordonnance n° 80-27 du 6 février 1980 ;

Vu la requête de l'intéressée et les pièces réglementaires produites ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La nationalité togolaise est accordée à Mlle Gladys Mounayer, née le 13 juin 1940 à Tripoli (Liban), fille de Alexandre Mounayer et de Blanche William, commerçante, demeurant à Lomé.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 29 mai 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 89-69 du 30 mai 1989 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du kapok et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) pour la récolte 1989.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et des transports

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1989 est fixée au 22 mai 1989.

Les prix d'achat au producteur du kapok de ladite récolte sont fixés en tous points de traite à :

kapok blanc = 10 Francs le kilogramme

kapok gris = 5 Francs le kilogramme.

Art. 2 — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs de cession à l'usine d'égrenage sont les suivantes :

kapok blanc = 19.560 Francs CFA la tonne

kapok gris = 14.385 Francs CFA la tonne.

Art. 3 — Les montants des frais de transports supplémentaire que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Préfecture de Tône = 2.500 Francs la tonne

Préfecture de l'Oti = 2.500 Francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférents à ces transports.

Art. 4 — Le ministre du commerce et des transports et le ministre du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 30 mai 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 89-70 du 30 mai 1989 fixant les prix d'achat du coton-graine pour la récolte 1989/90.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre du commerce et des transports, et du ministre du développement rural ;

Vu l'article 15 de la constitution du 9 janvier 1980 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT) ;

Vu le décret n° 74-67 du 27 mars 1974 portant création et approbation des statuts de la société togolaise de coton (SOTOCO) ;

Vu le décret n° 84-239 du 27-12-84 portant augmentation du capital social de la SOTOCO ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier — Pour la récolte 1989/90 les prix d'achat du coton sont fixés comme suit :

Coton Hirsutum : 1re qualité 95 F le kilogramme

2e qualité 80 F le kilogramme.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports et le ministre du développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 30 mai 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 89-71 du 15 juin 1989 relevant de ses fonctions le directeur général de la banque togolaise de développement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution, notamment en son article 16 ;

Vu la loi n° 66-20 du 12 décembre 1966 autorisant la création de la banque togolaise de développement (B.T.D.) ;

Vu le décret n° 78-127 du 20 novembre 1978 portant nomination du directeur général de la banque togolaise de développement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Kakaye Napo, administrateur-civil, est relevé de ses fonctions de directeur général de la banque togolaise de développement.

Art. 2 — Le présent décret, qui prendra effet pour compter de la date de sa signature, sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 15 juin 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRET n° 89-72 du 20 juin 1989 portant concession de l'aéroport international de Lomé-Tokoin et définition du cahier des charges.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre du commerce et des transports ;

Vu la constitution, notamment en son article 15 ;

Vu le décret n° 80-184/PR/MCT du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu la loi organique n° 82-5 du 16 juin 1982 relative aux sociétés d'économie mixte ;

Vu le décret n° 82-177 du 30 juin 1982 portant application des lois organiques relatives aux sociétés d'Etat, établissements publics à caractère économique et aux sociétés d'économie mixte ;

Vu le décret n° 86-85 du 20 mai 1986 portant création et organisation de la société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (S.A.L.T.) ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier — Conformément à l'article 2 — 1er alinéa — du décret n° 86-85 susvisé, l'Etat confie à la société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (S.A.L.T.) la gestion des installations commerciales de l'aéroport de Lomé-Tokoin, sur la base du cahier des charges annexé au présent décret dont il fait partie intégrante.

Art. 2 — Le présent cahier des charges a pour objet de définir le contenu de la concession dudit aéroport par l'Etat, concédant, à la société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (S.A.L.T.), concessionnaire.

Il définit les droits et obligations du concessionnaire dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées.

Il fixe la consistance des infrastructures, bâtiments et équipements affectées à la concession ainsi que leur statut juridique.

Art. 3 — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 4 — Le ministre du commerce et des transports et le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 juin 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

CAHIER DES CHARGES DE LA CONCESSION DE L'AEROPORT DE LOME-TOKOIN

TITRE I :

DEFINITION ET NATURE DE LA CONCESSION

Article premier — *Objet de la concession*

La présente concession a pour objet d'assurer l'établissement, l'entretien, le renouvellement et le développement des ouvrages, terrains, bâtiments, installations, matériels et services nécessaires au fonctionnement de l'aéroport et aux activités qui s'y rattachent, à l'exception des missions confiées à l'ASECNA, telles qu'elles sont énumérées à l'annexe I.

A cet effet, le concessionnaire doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour :

a) — l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et le développement des installations commerciales, des aires de manœuvre et du domaine foncier et immobilier de l'aéroport de Lomé-Tokoin ;

b) — le financement des investissements et du renouvellement des installations, ainsi que le remboursement des emprunts correspondants ;

c) — l'embarquement, le débarquement, le transit et l'acheminement des passagers, des marchandises et du courrier aériens, à l'exclusion des activités d'assistance à l'escala assurées par la société multinationale Air Afrique ;

d) — l'accueil, l'information ainsi que tous autres services pour répondre aux besoins des usagers et du public ;

e) — la liaison avec les organismes et les aéroports internationaux, afin de répondre aux besoins du trafic aérien en matière d'infrastructure et d'installations commerciales ;

f) — la prise de participation dans des sociétés dont l'objet social se rattache directement ou indirectement à son objet propre et qui présentent un intérêt pour l'exploitation et le développement aéroportuaires.

Art. 2 — *Domaine concédé*

Pour permettre au concessionnaire d'assurer les missions définies à l'article premier, l'Etat incorpore dans le domaine de la concession tous les biens actuellement disponibles sur l'aéroport à l'exception de ceux qu'il met à la disposition de l'ASECNA ou qu'il garde pour son propre usage.

La liste des biens ainsi incorporés à la concession est annexée au présent cahier des charges (annexe 2, ainsi que le plan de l'emprise aéroportuaire concédée (annexe 3). Le concessionnaire les accepte en l'état où ils se trouvent.

Le concessionnaire recevra la maîtrise d'ouvrage des marchés de travaux et prestations engagés par l'Etat togolais pour les activités de l'aéroport de Lomé-Tokoin entrant dans la concession.

Le concessionnaire sera substitué à l'Etat togolais dans les droits et obligations de l'emprunteur dans le cadre des conventions de financement pour des développements de l'aéroport de Lomé entrant dans la concession.

Les biens acquis par le concessionnaire sont incorporés à la concession sans qu'il soit nécessaire de modifier le présent cahier des charges ou ses annexes. Le concessionnaire soumet annuellement à l'autorité con-

cédante, et dans les formes définies par celle-ci, un inventaire physique des biens mobiliers et immobiliers de la concession.

L'Etat peut incorporer, en cours de concession de nouveaux biens. Cette incorporation est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile aux fins de mise à jour de la liste définie au deuxième alinéa du présent article.

Art. 3 — Service d'escale

Le concessionnaire est responsable de la bonne utilisation des aires de trafic, ainsi que des bâtiments et installations utilisés pour les opérations d'escale.

Le concessionnaire prend toutes les dispositions utiles pour assurer aux compagnies aériennes et autres exploitants d'aéronefs la possibilité de trouver sur l'aéroport les services d'escale qui leur sont nécessaires.

A ce titre, il doit veiller à ce que les services d'assistance en escale soient rendus conformément aux normes internationales en la matière, en particulier en ce qui concerne l'égalité de traitement des usagers et la continuité de l'exploitation.

Le concessionnaire peut faire des recommandations à l'autorité concédante en vue d'améliorer l'assistance en escale.

Art. 4 — Liaison entre l'aéroport et le centre urbain

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le concessionnaire doit veiller à l'organisation dans les meilleures conditions du transport des passagers, des bagages et des marchandises entre l'aéroport et le centre urbain.

Le concessionnaire détermine, dans les limites réglementaires, les conditions d'exploitation de ces services de desserte.

Art. 5 — Activités commerciales dans l'emprise de l'aéroport

Le concessionnaire est chargé de prendre toutes dispositions et définir tout règlement pour le bon exercice des activités commerciales nécessaires dans l'emprise de l'aéroport.

Art. 6 — Contrats ou engagements conclus avec des tiers antérieurement à la mise en vigueur de la concession

1 — Le concessionnaire, du seul fait de la concession qui lui est octroyée, est substitué à l'autorité concédante dans l'exercice des droits et obligations de cette dernière au regard des tierces personnes qui seraient bénéficiaires de tout contrat portant location, autorisation ou permission d'occupation sur les éléments de la concession.

En conséquence, le concessionnaire prend à sa charge toutes les responsabilités techniques, administratives et financières découlant pour l'autorité concédante des engagements contractés par cette dernière, dont il reconnaît avoir pris connaissance.

2 — Le concessionnaire ne reprend aucune des

dettes et créances nées de l'exploitation précédente par l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar.

Art. 7 — Caractère de la concession

Le concessionnaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où, après l'avoir entendu et lui avoir offert la préférence, l'autorité concédante autoriserait en faveur de tiers l'exploitation d'outillage privés, avec obligation de service public, qui seraient utiles à l'aéroport ou au transport aérien. Mais, si ces outillages sont installés dans l'emprise de la concession, les titulaires des autorisations versent au concessionnaire les redevances dues pour l'occupation des terrains et locaux dépendant de la concession.

Art. 8 — Activités sous-traitées

Le concessionnaire peut, avec l'agrément de l'autorité concédante, sous-traiter l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de tout ou partie des ouvrages, installations, matériels et services concédés et la perception des redevances correspondantes.

Dans ce cas, il demeure personnellement responsable envers l'autorité concédante et envers les tiers de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent cahier des charges.

TITRE II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT ET TRAVAUX D'ENTRETIEN

Art. 9 — Elaboration des programmes

Les programmes annuels d'équipement du concessionnaire sont établis en concertation avec l'autorité concédante.

Ces programmes engagent exclusivement la responsabilité du concessionnaire, maître de l'ouvrage, nonobstant l'intervention de l'autorité concédante, sauf faute de celle-ci.

Art. 10 — Réalisation des programmes

1 — Les avant-projets sommaires de travaux ou de fournitures établis par le concessionnaire sont communiqués à l'autorité concédante qui se réserve le droit de prescrire, ou de recommander, le concessionnaire entendu, les modifications qu'elle juge nécessaires ou souhaitables.

2 — Les travaux et fournitures sont exécutés conformément aux clauses et conditions générales, prescriptions communes et notes techniques en vigueur dans les services du ministère chargé de l'aviation civile.

3 — Le ministre chargé de l'aviation civile peut vérifier la conformité des travaux exécutés avec les avant-projets sommaires qui lui ont été présentés.

Art. 11 — Sujétions diverses

Sont à la charge du concessionnaire les modifications qui doivent être apportées aux ouvrages et installations ne dépendant pas de la concession, du fait des travaux entrepris par le concessionnaire, même si

ces modifications affectent des ouvrages ou des installations situées hors de l'emprise de la concession.

Art. 12 — *Entretien et fonctionnement*

Les terrains bâtiments, ouvrages, installations, matériels et objets mobiliers incorporés à la concession ou mis à sa disposition sont maintenus en bon état d'entretien et de fonctionnement par le concessionnaire de manière à toujours convenir à l'usage auquel ils sont destinés.

En cas de négligence du concessionnaire, le ministre chargé de l'aviation civile peut décider une inspection de la concession. Au vu du rapport établi à la suite de cette inspection, il peut décider l'exécution d'office et aux frais du concessionnaire, à la suite d'une mise en demeure non suivie d'effet, des travaux qui incombent à ce dernier.

TITRE III

EXPLOITATION

Art. 13 — *Consignes d'exploitation*

Les installations et services concédés sont exploités selon des consignes établies par le concessionnaire en coordination avec l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar.

Ces consignes précisent les conditions dans lesquelles les usagers de l'aéroport peuvent utiliser les services de la concession et notamment les horaires de fonctionnement de ces services.

Elles sont soumises pour approbation à l'autorité concédante. Elles sont portées à la connaissance des usagers et du public par tous les moyens appropriés.

En cas d'urgence, et à la requête de l'autorité concédante, le concessionnaire est tenu de mettre immédiatement les installations et services de la concession à la disposition des usagers même en dehors des horaires normaux prévus dans les consignes d'exploitation.

Art. 14 — *Contrôle technique de l'exploitation*

L'exploitation des installations et services concédés est faite sous le contrôle de la direction de l'aviation civile.

Art. 15 — *Règlements généraux et de police*

Le concessionnaire est soumis aux lois et règlements généraux et de police et notamment aux dispositions réglementaires spécifiques qui pourraient être arrêtées pour préciser les mesures de police applicables sur l'aéroport.

En particulier, le concessionnaire applique les consignes de sûreté émises par l'autorité concédante. Il doit notamment s'assurer que l'aménagement général de l'aéroport satisfait en permanence les normes de séparation entre la zone publique de l'aéroport et le reste de l'aéroport définies par l'autorité concédante.

En cas de besoin, sur demande et sous la responsabilité de l'Etat, le concessionnaire prête le concours

de ses agents pour l'exécution des mesures de police applicables sur l'aéroport.

Art. 16 — *Police de l'exploitation*

Le concessionnaire est responsable de la police d'exploitation destinée à garantir le bon fonctionnement des installations concédées.

Art. 17 — *Traitement des usagers*

1 — *Ordre d'admission*

Sous réserve des priorités qui seraient prescrites par les consignes d'exploitation prévues à l'article 13 du présent cahier de charges, ou, en cas d'urgence, par l'autorité concédante, les installations et matériels de la concession sont mis à la disposition des usagers suivant l'ordre des demandes déposées par ceux-ci.

Si les usagers ne prennent pas les mesures nécessaires pour utiliser les installations et matériels mis à leur disposition, le concessionnaire peut en autoriser immédiatement l'usage par le premier des demandeurs qui est en mesure de les utiliser.

2 — *Egalité de traitement*

A moins d'une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile, le concessionnaire ne peut consentir à aucun usager, directement, indirectement ou sous quelque forme que ce soit, des avantages qui ne sont pas offerts aux autres usagers qui utilisent dans les conditions les éléments de la concession.

Art. 18 — *Continuité des services concédés*

1 — *Obligation de continuité*

Si, pour quelque cause que ce soit, les services confiés au concessionnaire se trouvent interrompus en totalité ou en partie momentanée ou définitivement, l'autorité concédante, après avoir constaté l'interruption et mis le concessionnaire en demeure de reprendre le service, le cas échéant sans délai, peut prendre immédiatement toutes les mesures conservatoires qu'elle juge nécessaires en vue d'assurer provisoirement la marche desdits services et sans que le concessionnaire puisse formuler de ce fait une réclamation quelconque.

Sauf si l'interruption est due à un cas de force majeure ou à une cause indépendante de la volonté du concessionnaire, l'exploitation provisoire est faite aux frais et risques du concessionnaire.

Dans tous les cas, l'autorité concédante peut confier à un tiers de son choix le soin d'assurer les services interrompus par le concessionnaire.

2 — *Dérogation à l'obligation de continuité*

Quand le concessionnaire juge qu'il y a danger ou inconvénient grave à continuer le travail entrepris au moyen des installations et matériels, les usagers doivent immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, même lorsque l'interruption du travail est occasionnée par un défaut des installations ou des matériels mis à leur disposition.

Toutefois, le montant des redevances dues au concessionnaire est calculée en fonction de l'utilisation effective de ces installations et matériels.

Art. 19 — Installations et services nécessaires aux administrations chargées du contrôle aux frontières sur l'aéroport

1 — Le concessionnaire est tenu d'aménager et d'entretenir sur l'aéroport les locaux et installations nécessaires à l'accomplissement des formalités de contrôle aux frontières. Il en assure gratuitement l'éclairage et le nettoyage ; il les dote des installations téléphoniques nécessaires.

Le concessionnaire réalise à ses frais dans les locaux les aménagements intérieurs ayant le caractère d'immeubles par destination.

2 — L'importance de ces locaux et installations est déterminée dans le cadre des programmes prévus à l'article 8 du présent cahier des charges.

Les administrations concernées déterminent, en coordination avec le concessionnaire, les horaires de fonctionnement de leurs services dans la mesure où il n'est pas jugé utile que ces horaires soient identiques à ceux définis à l'article 13 du présent cahier des charges.

Des protocoles d'accord peuvent, en tant que de besoin, être signés entre le concessionnaire et les administrations concernées.

3 — Si d'autres locaux sont demandés pour l'usage privatif des administrations intéressées, le concessionnaire n'est tenu de les fournir qu'à condition de recevoir de ces administrations :

— soit une contribution financière couvrant les dépenses d'investissement ou d'aménagement à effectuer.

— soit le paiement d'une redevance d'occupation aux conditions générales et barèmes établis pour les locaux de même nature dans les bâtiments analogues de l'aéroport.

Aucune prestation gratuite ne peut être demandée au concessionnaire au titre de ces locaux par les concernées.

Art. 20 — Registre des réclamations

Il est tenu sur l'aéroport, dans un bureau du concessionnaire ouvert aux usagers, un registre coté et paraphé destiné à recevoir les réclamations et observations que ces dernières auraient à formuler.

L'autorité concédante peut le consulter à tout moment et requérir du concessionnaire toutes explications sur la suite qu'il donne à ces réclamations. Ces informations sont portées sur ce même registre.

Art. 21 — Renseignements statistiques

Le concessionnaire doit fournir au ministre chargé de l'aviation civile, dans les formes et aux époques fixées par ce dernier, des états comportant tous renseignements d'ordre statistique concernant l'exploitation

des services qu'il assure en application du présent cahier des charges. La direction de l'aviation civile communique directement, ou par l'intermédiaire de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar, les statistiques qu'elle recueille, utiles à son exploitation.

TITRE IV

REGIME DE RESPONSABILITE

Art. 22 — Responsabilité du concessionnaire

Le concessionnaire est responsable du respect des normes imposées par l'Etat pour la réalisation des travaux, l'acquisition des matériels ou la gestion des services dont il a la charge, mais non des conséquences que pourrait comporter la détermination desdites normes.

Les dommages causés aux personnels, aux matériels ou aux tiers à l'occasion des opérations assurées par le concessionnaire, et les frais et indemnités qui en résulteraient, sont à la charge du concessionnaire dans les conditions de droit commun.

Art. 23 — Renonciation à certaines réclamations

Le concessionnaire ne sera admis à réclamer à l'Etat aucune indemnité en raison :

— soit de l'état des éléments non concédés de l'aéroport ou de son accès ;

— soit d'une interruption totale ou partielle ou d'une gêne apportée à son exploitation, qui résulterait de travaux entrepris dans les parties non concédées de l'aéroport, ou de mesures temporaires d'ordre ou de police prescrites par les autorités compétentes, et sous réserve qu'aient été menées en temps voulu les concertations utiles ;

— soit d'une autre cause quelconque provenant d'une utilisation de l'aéroport conforme à son objet.

Art. 24 — Risques divers et assurances

Dans le cadre de sa concession et sous réserve de l'article 22, le concessionnaire garantit l'autorité concédante contre le recours des tiers.

Le concessionnaire se garantit contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber du fait de sa concession.

Dans le cadre de la concession, le concessionnaire se garantit contre le risque d'incendie des installations concernées.

Les polices d'assurance que le concessionnaire souscrit pour couvrir ces risques peuvent contenir une clause spéciale permettant d'en étendre le bénéfice aux usagers de l'aéroport, sur leur demande et moyennant le paiement au concessionnaire d'une redevance particulière.

Le concessionnaire exige des usagers qui n'ont pas adhéré aux polices souscrites par lui qu'ils justifient d'une assurance particulière.

TITRE V

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 25 — *Redevances*

En contrepartie des dépenses qu'il s'engage à faire dans le cadre de la concession, ou de celles qui seraient mises à sa charge par des dispositions législatives ou réglementaires, et en rémunération des services qu'il rend aux usagers et au public, le concessionnaire est autorisé à percevoir les redevances suivantes :

— la redevance d'atterrissage à l'exclusion de la partie de cette redevance perçue par l'ASECNA en rémunération d'une partie des services qu'elle rend au titre de l'article 2 de la convention de Dakar ;

— la redevance pour usage des installations terminales de passagers ;

— la redevance pour usage des installations terminales de marchandises ;

— la redevance de stationnement d'aéronefs ;

— les redevances correspondant à toute prestation de service qu'il serait amené à fournir.

En outre, le concessionnaire est autorisé à percevoir des redevances en contrepartie des autorisations d'occupation du domaine aéroportuaire qu'il accorde. Ces redevances peuvent comprendre une partie variable dépendante du niveau d'activité du bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 26 — *Tarifs et recouvrements des redevances*

1 — Les tarifs des redevances perçues par le concessionnaire sont fixés par celui-ci. Les tarifs des quatre premières redevances citées à l'article 25 du présent cahier des charges doivent être soumis à l'approbation du ministre chargé de l'aviation civile qui peut exiger que les principaux usagers de l'aéroport et l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar aient été consultés au préalable. Si le ministre n'a pas répondu dans les deux mois suivant la réception de la demande, l'approbation est acquise au concessionnaire.

Le ministre peut en outre imposer que l'évolution du tarif de la part de la redevance d'atterrissage affectée au concessionnaire soit identique à celle de la part de la redevance d'atterrissage affecté à l'ASECNA.—

Les tarifs des redevances doivent toujours être appropriés aux services rendus.

2 — Les redevances sont recouvrées selon les règles et procédures propres au concessionnaire. Elles sont dues et exigibles par le seul fait de l'usage des ouvrages, installations, bâtiments et outillages qu'elles rémunèrent.

Lorsque le concessionnaire ne peut obtenir le paiement d'une des quatre premières redevances citées à l'article 25 relatives à un aéronef, il est autorisé à requérir de l'autorité concédante ou de l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à

Madagascar l'interdiction de décollage de l'aéronef concerné jusqu'à consignation des sommes en litige, sous réserves que les conditions suivantes soient satisfaites :

— le débiteur est inconnu ou il ne présente pas des garanties suffisantes au Togo ;

— la demande de rétention faite par le concessionnaire doit comporter toutes les informations relatives aux redevances dues et aux sommes litigieuses.

Art. 27 — *Publicité des redevances*

Les tarifs des redevances, ainsi que leurs modalités de perception sont portés à la connaissance des usagers par tous moyens appropriés.

Art. 28 — *Utilisation des éléments de la concession par les aéronefs d'Etat*

L'autorité concédante sera exonérée de toutes redevances liées à des services rendus par le concessionnaire aux aéronefs d'Etat qui utilisent des éléments de la concession.

Par ailleurs, le concessionnaire ne percevra pas de redevances pour services rendus à des aéronefs d'Etats étrangers avec lesquels existent des accords de réciprocité.

Art. 29 — *Comptabilité*

La comptabilité des services concédés est tenue selon les règles applicables aux sociétés industrielles et commerciales. Elle utilise notamment la nomenclature du plan comptable national quand celle-ci n'est pas contraire aux règles spécifiques au régime de concession fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

Nonobstant les dispositions de l'article 2 du présent cahier des charges et bien qu'il n'ait la propriété d'aucun bien du domaine concédé, le concessionnaire fait apparaître dans ses comptes patrimoniaux les immobilisations de la concession dans les formes définies par le ministre chargé de l'aviation civile.

Les biens du domaine concédé font l'objet d'amortissements ou de provisions ou des deux à la fois en application de l'obligation de renouvellement prévue aux articles 1 et 2 du présent cahier des charges.

Art. 30 — *Régime douanier et fiscal*

En contrepartie des charges et obligations imposées au concessionnaire par le présent cahier des charges, un régime douanier et fiscal particulier lui sera appliqué.

Art. 31 — *Communications comptables*

Chaque année, le concessionnaire communique à l'autorité concédante, selon la procédure, dans les formes et aux dates fixées par celle-ci, les documents nécessaires à son information et notamment :

1 — le budget relatif à l'exercice suivant ;

2 — le compte de l'année précédente ;

3 — un rapport sur l'activité de l'aéroport.

L'autorité concédante peut en outre, et sur sa demande, se faire communiquer tous les documents comptables qu'elle juge utiles à son information.

Art. 32 — Contrats et engagements conclus par le concessionnaire

Le concessionnaire peut choisir de soumettre à l'agrément du ministre chargé de l'aviation civile certains contrats, engagements, autorisations ou permissions accordés ou conclus par lui et concernant les services concédés. Les droits et obligations des actes ainsi agréés sont alors transférés à l'autorité concédante à l'échéance de la concession.

Si la concession a été résiliée en application de l'article 35 du présent cahier des charges, le transfert peut être repoussé jusqu'à l'échéance prévue à l'article 33 du présent cahier des charges.

Le transfert ne s'applique pas aux droits et obligations antérieures à la date du transfert et qui n'auraient pas été satisfaits ou acquittés.

TITRE VI

REVISION ET EXPIRATION DE LA CONCESSION

Art. 33 — Durée de la concession

La concession est accordée jusqu'au terme de la trentième année suivant l'année d'approbation par décret en conseil des ministres du présent cahier des charges.

Art. 34 — Renonciation au bénéfice de la concession

1 — A l'expiration de chaque période de cinq années, et sous réserve d'un préavis d'un an, le concessionnaire a la faculté de renoncer au bénéfice de la concession.

2 — En dehors des échéances visées à l'alinéa précédent, le concessionnaire peut, sous réserve d'un préavis d'un an, renoncer au bénéfice de la concession à compter du 1er janvier de l'année suivante si des événements non prévisibles sont survenus qui modifient gravement à son désavantage les conditions d'exploitation et l'équilibre financier de la concession.

3 — Il peut être mis fin à la concession à tout moment par accord entre l'autorité concédante et le concessionnaire.

Art. 35 — Retrait ou suspension de la concession

A toute époque, l'autorité concédante a le droit, le concessionnaire entendu, de prononcer le retrait total ou partiel ou la suspension de la concession :

a — si l'intérêt public le justifie ;

b — si le concessionnaire a commis une infraction grave aux dispositions du présent cahier des charges et persiste dans cette infraction malgré une mise en demeure non suivie d'effet.

Le retrait total ou partiel, ou la suspension, sont prononcés par décret en conseil des ministres.

Art. 36 — Dévolution en fin de concession

La comptabilité tenue en application des dispositions de l'article 29 du présent cahier des charges fait apparaître au bilan de la concession des droits du concédant. Ces droits comprennent, notamment, la totalité des biens du domaine concédé mais aussi les réserves constituées pour leur amortissement et (ou) leur renouvellement.

A son initiative, ou sur demande du concessionnaire, le ministre chargé de l'aviation civile peut désigner un administrateur-liquidateur chargé d'arrêter les comptes relatifs aux droits du concédant.

La partie des droits du concédant exigible en espèces constitue des créances de deuxième rang : elles viennent après les créances nées des contrats de travail et avant toutes les autres.

En outre, à l'échéance de la concession, conformément à l'article 32 du présent cahier des charges, l'autorité concédante reprend les droits et obligations des contrats, engagements, autorisations ou permissions qu'il a agréés.

Art. 37 — Election de domicile

Le concessionnaire élit domicile à Lomé, à son siège situé dans le domaine de l'aéroport.

**ANNEXE 1 AU CAHIER DES CHARGES
DE LA CONCESSION DE LOMÉ-TOKOIN**

**MISSIONS CONFIEES A L'ASECNA
SUR L'AÉROPORT DE LOMÉ-TOKOIN**

— Contrôle de la circulation aérienne de l'aéroport de Lomé-Tokoin (service de contrôle, service d'information, service d'alerte). Cette mission est notamment exercée sur les aires de mouvements jusqu'à l'arrêt des moteurs pour les aéronefs à l'arrivée et à partir de l'autorisation de mise en route pour les aéronefs au départ ; le tractage ou le poussage est aussi soumis au contrôle de la circulation aérienne de l'ASECNA.

— Mise en œuvre, entretien et exploitation des équipements de transmissions radioélectrique (sous-sol et sol-air) des messages liés au contrôle de la circulation aérienne.

— Mise en œuvre, entretien et exploitation des moyens de guidage et d'aide à l'atterrissage des aéronefs.

— Mise en œuvre, entretien et exploitation des installations de fourniture de l'énergie secourue.

— Mise en œuvre, entretien et exploitation des moyens de sauvetage et de lutte contre l'incendie.

— Mise en œuvre, entretien et exploitation des moyens de surveillance et de lutte contre le péril aviaire.

— D'une manière générale, étude, mise en œuvre, entretien et exploitation de toute installation, équipement ou dispositif nécessaire pour assurer, dans des conditions sûres et régulières, l'écoulement du trafic aérien.

ANNEXE 2

au cahier des charges de la concession
de Lomé-Tokoin

LISTE DES BIENS INCORPORES A LA CONCESSION

Description de l'ouvrage	Surface développée (m2)	Date de mise en service	Durée d'amortissement	N° de repère le pl
TERRAINS	289 ha			
— Ensemble des terrains bâtis et bâtis indiqués sur le plan annexé 3	2.890.100			
OUVRAGES ET INSTALLATIONS				
— Piste d'envol (2.400 x 45)	108.000	1963-1966	20	
. allongement (600 x 45)	27.000	1977	20	
. renforcement		1977	12	
— Accotements (7,5 m x 3.000 x 2)	45.000	1980	20	
— Voie de circulation avion				
. bretelle centrale 23 x 180	4.140	avant 1963	20	
. taxi-way Sud-Ouest 1.200 x 23	27.600	1975	20	
. accotements 13,5 x 1.300	35.100	1980	20	
— Parking avion 547 x 110 m	60.170			
. Postes 1.2.3.4.		avant 1963	20	
. extension et réfection		1975	20	
— Barrières anti-souffle		1972	15	
— Prolongements d'arrêt 2 x 60 x 45	5.400	1970	20	
		1977		
— Voiries et aires de stationnement pour véhicules	52.200	1965	20	
		1967	20	
		1972	20	
		1977	20	
— Tous les réseaux d'amenée des fluides aux bâtiments ci-dessous énumérés				
— Tous les réseaux d'eaux usées et d'eau pluviale				
BATIMENTS				
— Aérogare	4.300	1972	20	
. restaurant	832	1978	15	
. Ancienne aérogare	700	avant 1963	20	3
extension surface fret		1970		
aménagement locaux fret		1973		
aménagement bureaux AA		1977		
Pavillon d'honneur	705	1967	20	2
		1972		
anciens bureaux de la représentation ASECNA	316	avant 1963	20	17
Extension	48	1967	20	17
Extension	48	1972	20	17
Extension	18	1979	20	17
bâtiment technique Air Afrique	155	avant 1963	20	24
Aménagement		1981		

A cette liste, il convient d'ajouter deux logements pris sur l'actuelle dotation de l'ASECNA mais dont le choix n'a pas encore été arrêté parmi dix logements dont la liste est donnée en annexe particulière.

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Autorisations de paiement

Décision n° 817-MEF-FS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de six cent trente six mille cinq cent cinquante cinq (636.555) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget du secrétariat technique permanent de la conférence des ministres de l'éducation nationale des pays d'expression française (CONFEMEN) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 500.950-W ouvert à l'union sénégalaise de banque (U.S.B.) Dakar.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 818-MEF-FCS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de un million cinq cent quatre vingt dix mille huit cent soixante quinze (1.590.875) francs CFA soit 4.894,48 dollars E.U., représentant la contribution du Togo au comité des nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (C.E.R.D.) pour la période allant de 1986 à 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte United Nations General Funds n° 015-004473 ouvert à la Chemical Bank, United Nations Branch, New York — N.Y. 10017 (U.S.A.).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 820-MEF-FCS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, représentant le montant des honoraires dus par l'Etat togolais à maître B. K. Bruce dans l'affaire de l'accident de circulation causé le 25 juillet 1985 par le véhicule automobile RTG-6384 conduit par le nommé Kouyele Pataham Komlan.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9036005920176 ouvert à la B.T.C.I., rue du commerce Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 821-MEF-FCS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions cinq cent cinquante mille (8.550.000) francs CFA, représentant le montant des dommages et intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Foli Adodo, Dossou Messan et Amadoté.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 9030018250147 ouvert à la B.T.C.I. au nom de Me Edoh Agbahey, avocat à la cour pour être ensuite versée aux ayants-droit de Afanvi Agbévidé et aux divers blessés.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 822-MEF-FCS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de cent cinq mille trois cents (105.300) francs CFA, représentant le montant des honoraires et frais dus par l'Etat togolais à maître Ahlin Kuadjo Komlan, avocat au cabinet de maître B. K. Bruce, dans l'affaire de l'accident de circulation causé le 1er février 1988 par l'autobus RTG-5475 conduit par le nommé Atchangai Sotidema.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9036005920176 ouvert à la B.T.C.I., rue du commerce Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 823-MEF-FCS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions six cent onze mille cinq cent quatre vingt onze (3.611.591) francs CFA soit 11.216,12 dollars E.U., représentant le solde dû de la contribution du Togo au budget de l'organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) au titre de l'année 1989.

Cette somme sera mandatée et virée au compte O.M.T./Fondo General n° 1, n° 41.600.000.01, Banco Atlantico-Agencia 113, Pasco de Castellana, 135, 28.046 Madrid-Espagne.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 825-MEF-FCS du 8-8-89 — Est autorisé le paiement de la somme de trois millions quatre cent quatre vingt mille (3.480.000) francs CFA, représentant le montant des dommages-intérêts dus par l'Etat togolais dans l'affaire ministère public contre Ahogan Komi.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9030568140140 ouvert à la B.T.C.I. au nom de maître Gahoun Hégbor, avocat à la cour pour être ensuite versée aux ayants-droit de Bombayi Akakpo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloccages de crédits

Décision n° 743-MEF-DCO du 12-7-89 — Il est mis à la disposition du ministre de l'enseignement technique et professionnel, un crédit de quatre millions sept cent deux mille (4.702.000) francs CFA afin de couvrir les frais des divers examens de fin d'année.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62 article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 763-MEF-DCO du 20-7-89 — Il est mis à la disposition de la direction de la météorologie nationale, un crédit complémentaire de deux millions trois cent mille (2.300.000) francs CFA afin de lui permettre de poursuivre le paiement des salaires du personnel temporaire au titre de la gestion 1989.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 766-MEF-DCO du 25-7-89 — Il est mis à la disposition du ministre du commerce et des transports, un crédit de quatre millions huit cent vingt quatre mille huit cent quatre vingt deux (4.824.882) francs CFA pour les travaux d'aménagement des bâtiments de la direction des transports routiers.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 772-MEF-DCO du 26-7-89 — Il est mis à la disposition du ministre du plan et des mines, un crédit de deux millions cent mille (2.100.000) francs CFA en vue du règlement du contrat d'entretien de l'espace vert du centre national d'études et de traitements informatiques (CENETI).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 776-MEF-DCO du 27-7-89 — Il est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, un crédit de neuf cent soixante quinze mille cinquante (975.050) francs CFA pour la réalisation des travaux d'entretien et de préservation du bâtiment des archives nationales.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues).

Décision n° 824-MEF-DCO du 8-8-89 — Il est mis à la disposition du ministère de l'environnement et du tourisme, un crédit de deux millions cinq cent vingt mille (2.520.000) francs CFA en vue de faire face aux dépenses relatives à la participation du Togo à la foire touristique de Bordeaux qui s'était déroulée du 29 mai au 8 juin 1989.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tazzou Kokou, régisseur de l'office national togolais du tourisme qui est tenu de fournir à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo, dans le délai réglementaire de 30 jours, les pièces justificatives afférentes au paiement de ces dépenses.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 39, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 (aides et subventions).

Décision n° 826-MEF-DCO du 8-8-89 — Il est mis à la disposition du directeur général du trésor et de la comptabilité publique, un crédit de quatre millions huit cent mille (4.800.000) francs CFA en vue de payer la magazine internationale « US World Journal » pour la réalisation d'un cahier spécial sur le Togo.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (dépenses diverses imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 827-MEF-DCO du 8-8-89 — Il est mis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique, un crédit de quatre cent soixante dix sept mille cinq cents (477.500) francs CFA pour lui permettre d'assister à la 76e session de la conférence internationale du travail qui s'ouvre le 7 juin 1989 à Genève.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1989, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (conférences internationales).

Nomination d'un régisseur

Décision n° 819-MEF-DF-DCO du 8-8-89 — Est et demeure rapportée la décision n° 2-MFE-FA du 4 janvier 1978 portant nomination du régisseur de la caisse d'avance créée auprès de la prison civile de Lomé.

M. Doliké Bawlam, officier de police-adjoint est nommé régisseur de la caisse d'avance dudit service en remplacement de M. Assih Kpatcha Teloudé muté.

M. Doliké Bawlam, devra justifier dans les formes réglementaires, l'utilisation de l'avance mise à sa disposition.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

ANNEXE 3

Au cahier des charges de la concession de LOME-TOKOIN

PLAN DE L'EMPRISE AEROPORTUAIRE CONCEDEE

- LEGENDE -

EXISTANT

ZONES RESERVEES

□ projet

- a - ZONE ENTRETIEN REPARATION
b ZONES INDUSTRIELLES
c AVIATION LEGERE
d LOGEMENTS
e ZONE MILITAIRE

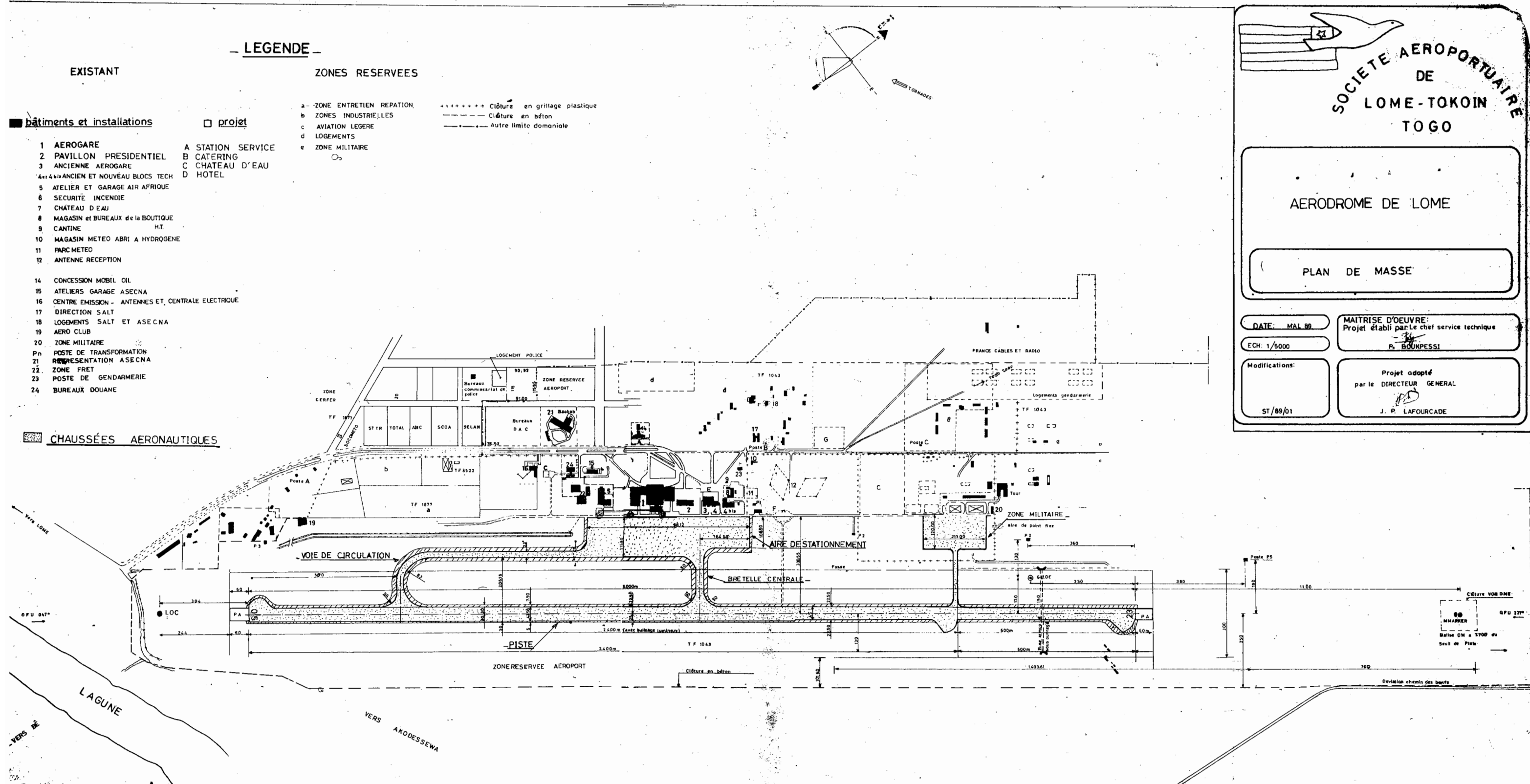
- +++++ Clôture en grillage plastique
----- Clôture en béton
- - - - - Autre limite domaniale

- A STATION SERVICE
B CATERING
C CHATEAU D'EAU
D HOTEL

- 1 AEROGARE
2 PAVILLON PRESIDENTIEL
3 ANCIENNE AEROGARE
4 Ancien et nouveau blocs TECH
5 ATELIER ET GARAGE AIR AFRIQUE
6 SECURITE INCENDIE
7 CHATEAU D'EAU
8 MAGASIN et BUREAUX de la BOUTIQUE
9 CANTINE H.T.
10 MAGASIN METEO ABRI A HYDROGENE
11 PARC METEO
12 ANTENNE RECEPTION

- 14 CONCESSION MOBIL OIL
15 ATELIERS GARAGE ASEENA
16 CENTRE EMISSION - ANTENNES ET CENTRALE ELECTRIQUE
17 DIRECTION SALT
18 LOGEMENTS SALT ET ASEENA
19 AERO CLUB
20 ZONE MILITAIRE
21 POSTE DE TRANSFORMATION
22 REPRESENTATION ASEENA
23 ZONE FRET
24 POSTE DE GENDARMERIE
25 BUREAUX DOUANE

CHAUSSEES AERONAUTIQUES



SOCIÉTÉ AÉROPORTUAIRE DE LOMÉ-TOKOIN TOGO

AERODROME DE LOMÉ

PLAN DE MASSE

DATE: MAY 89

ECH: 1/5000

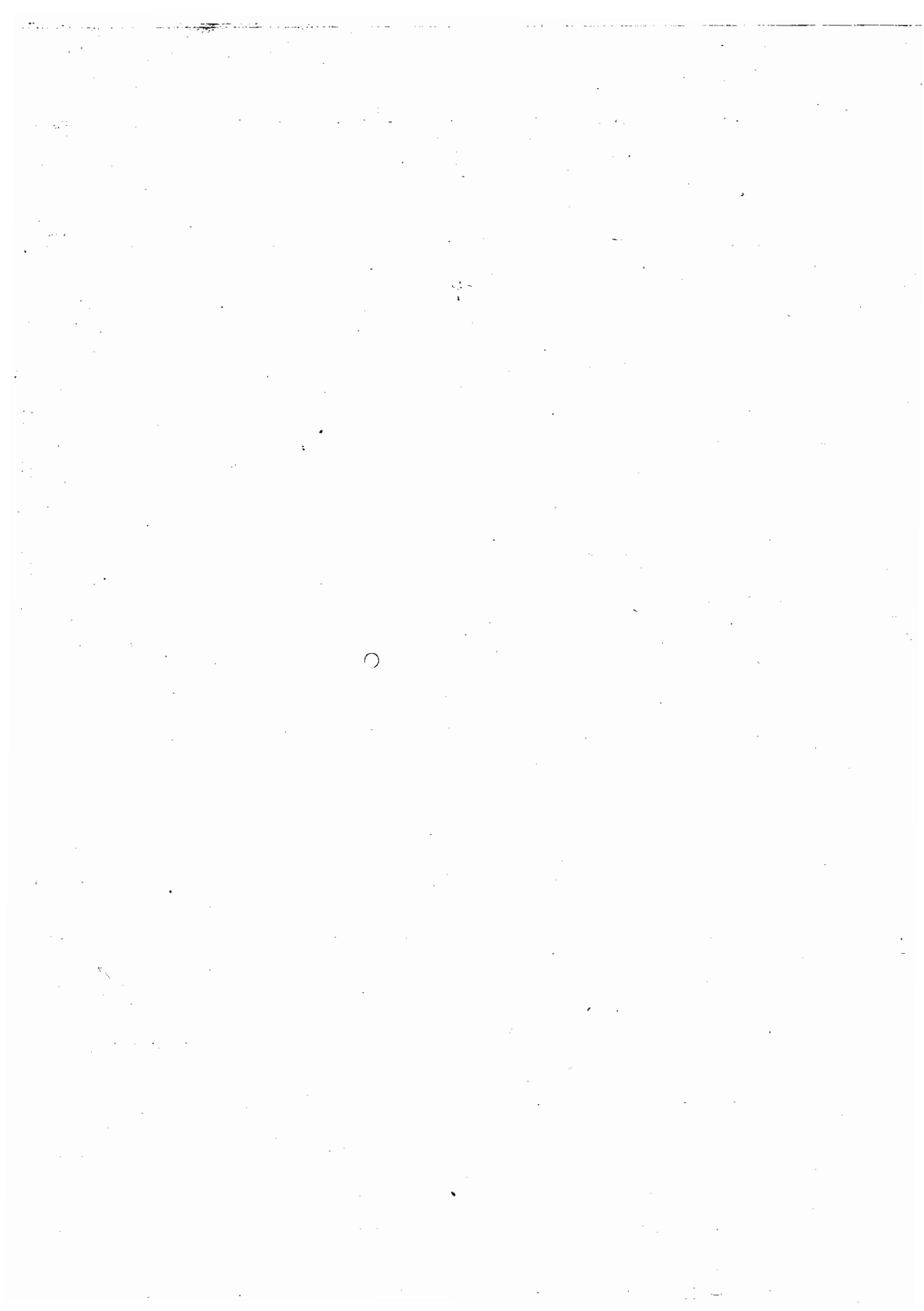
MAITRISE D'OEUVRE: Projet établi par le chef service technique

Modifications:

Projet adopté par le DIRECTEUR GENERAL

ST/89/01

J. P. LAFOURCADE



MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

PROMOTIONS

Arrêté n° 459-MTFP du 13-6-89 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de l'administration générale sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
<i>Corps : administrateur-civil — Catégorie : A1</i>				
du grade d'administrateur-civil en chef 3e échelon				
au grade d'administrateur-civil classe exceptionnelle — indice : 2800				
001365-F	Bouamé Massan	01-08-86		01-08-88
004615-R	Abotsi Kokou Gbomadou	04-10-86		04-10-88
005493-F	d'Almeida Ayi	19-07-86		19-07-88
005520-A	Addra Tamata Comlanvi	01-09-86		01-09-88
006098-T	Béléyi Pouta	14-08-86		14-08-88
<i>Corps : administrateur-civil — Catégorie : A1</i>				
du grade d'administrateur-civil principal 3e échelon				
au grade d'administrateur-civil en chef 1er échelon — indice : 2350				
004363-M	Eza Kouassivi	16-11-86		16-11-88
005271-H	Sangbana Kondé	22-12-86		22-12-88
011130-C	Ahosse Kossi Mawulikplimi	30-07-86		30-07-88
012598-Q	Nana Djababou	24-07-86		24-07-88
013360-J	Codjo Dema Koffi	02-10-86		02-10-88
016924-N	Patasso Kplanlou	01-09-86		01-09-88
018757-P	Akakpo Folly-Glidjito	09-11-86		09-11-88
du grade d'administrateur-civil 4e échelon				
au grade d'administrateur-civil principal 1er échelon — indice : 1900				
006130-L	Akouété-Akué Kpakpo Edjéné	01-09-86		01-09-88
006261-F	Kowouvi Mawuénam Koffi	10-09-86		10-09-88
010444-N	Miziyawa Sadissou	11-08-86		11-08-88
020104-J	Goeh-Akué Nubuéké Kpakpo	11-07-86		11-07-88
020266-L	Koumi Ahlin Zano	25-08-86		25-08-88
021180-E	Kussey Koffi Arabra	26-07-86		26-07-88
024281-T	Hégbé Kokou Métépé Edem	09-08-86		09-08-88
028830-G	Anem Osséni	01-10-86		01-10-88
033493-P	Babakan Salifou	11-11-86		11-11-88
<i>Corps : attaché d'administration — Catégorie : A2</i>				
du grade d'attaché d'administration principal 3e échelon				
au grade d'attaché d'administration classe exceptionnelle — indice : 2100				
005703-H	Prince Agbodjan Labioko B. ép. Doe Bruce	15-11-86		15-11-88
du grade d'attaché d'administration 1re classe 3e échelon				
au grade d'attaché d'administration principal 1er échelon — indice : 1800				
004214-Y	Adekpui Akossiwa Kafui ép. Tépé	18-08-86		18-08-88
004692-E	Dekor Etonam Yawo Agbeti	04-07-86		04-07-88
004775-Z	Agoro Issaka	04-08-86		04-08-88
006204-E	Agbogan Séménou Atsupuigan ép. Boccovi	01-10-86		01-10-88
008764-N	Babalé Padawou Akolé ép. Kagbara	10-08-84	10-00-02	20-08-88
011789-X	Kuegah-Tchoutchouda Kayi ép. Koulekey	05-11-86		05-11-88
012007-R	Akouété Kossi-Messan	11-07-86		11-07-88
012163-M	d'Almeida Afiavi-Dodji ép. Djabié	06-11-86		06-11-88
012803-V	Bouili Takouda	26-08-86		26-08-88
034498-L	Gaba Ekué	28-09-86		28-09-88
du grade d'attaché d'administration 2e classe 4e échelon				
au grade d'attaché d'administration 1re classe 1er échelon — indice : 1500				
005668-N	Folikoué Koffi Adamah	31-12-86		31-12-88
011982-G	Lagbaï Pagnimbewilou Kossou	04-12-86		04-12-88

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
016641-B	Ameganvi Kangni Ama	31-07-86		31-07-88
016645-P	Hounnaké Odadjé	26-07-86		26-07-88
018646-Q	Alagbé Abeavi Banede ép. Haden	27-10-86		27-10-88
019549-P	Mamavi Ayi Kodjo	01-11-86		01-11-88
021196-N	Kpassa Kpeimou Ayimo Kodjo	01-10-86		01-10-88
021711-H	Waké Amina	07-12-86		07-12-88
025751-Z	Dadzie Comlan Ségbédji Tutu	01-07-86		01-07-88
026686-Q	Adzigbey Gbévopé Yao	03-09-86	29-09-01	02-10-88
<i>Corps : attaché d'administration — Catégorie : A2</i>				
du grade d'attaché d'administration 2e classe 4e échelon				
au grade d'attaché d'administration 1re classe 1er échelon — indice : 1500				
027244-N	Ganda Tanlakaena Koussanta	24-09-86		24-09-88
027378-C	Ezian Komlan Amenyona	15-10-86		15-10-88
028621-P	Bodjona Padanam ép. Tchonda	11-09-86		11-09-88
028835-V	Kwassi Tossou Zoudegla	01-10-86		01-10-88
<i>Corps : secrétaire d'administration — Catégorie : B</i>				
du grade de secrétaire d'administration 1re classe 3e échelon				
au grade de secrétaire d'administration principal 1er échelon — indice : 1450				
003882-C	Banamalé Birregah	17-08-86		17-08-88
007045-P	Atigaku Komla Dzifa	07-08-86		07-08-88
009476-W	Botsœ Edidzi Lidaa ép. Schuppius	20-12-86		20-12-88
021604-N	Gnogmiré Kokou Gbandi	17-08-86		17-08-88
du grade de secrétaire d'administration 2e classe 4e échelon				
au grade de secrétaire d'administration 1re classe 1er échelon — indice : 1150				
006508-N	Adewi N'Benou	31-12-86		31-12-88
006594-C	Gnassi Alayi Carika	01-12-86		01-12-88
014805-F	Kperi Kossi Athegbey	01-07-86		01-07-88
020411-V	Goka Kodjo Edem	16-08-83	29-01-03	15-10-88
025217-T	Alibder Tassim	19-07-86		19-07-88
028427-V	Dathevi Tetevi	28-08-86		28-08-88
029248-J	Koumaglo Milehoko Ablavi	27-10-86		27-10-88
<i>Corps : comptable — Catégorie : B</i>				
du grade de comptable 2e classe 4e échelon				
au grade de comptable 1re classe 1er échelon — indice : 1150				
022639-R	Kponor Gbedevi Malicke Mawuli	01-07-86		01-07-88
<i>Corps : adjoint-administratif — Catégorie : C</i>				
du grade d'adjoint-administratif principal 3e échelon				
au grade d'adjoint-administratif classe exceptionnelle — indice : 1050				
006259-M	Kokodoko Dédé Ahuéfa ép. Kuaovi-Ayé	01-11-86		01-11-88
007592-S	Agboyibor Kodjo	01-09-86		01-09-88
011528-S	Denyigba Dzidzowu Hetsa ép. Noameshie	01-10-86		01-10-88
du grade d'adjoint-administratif 1re classe 3e échelon				
au grade d'adjoint-administratif principal 1er échelon — indice : 900				
002916-E	Ahorloo Afelete Dzomila	04-11-86		04-11-88
003876-E	Akpabli Kokou Agbélenko	17-08-86		17-08-88
006246-G	Agbobli Afi Dzigbodi ép. Zogle	01-11-86		01-11-88
010456-J	Simfele Mawao Tchimiré Aklesso	01-10-86		01-10-88
011991-H	Athiley Akakpo Ayao	10-09-86		10-09-88
013328-S	Lawson Akpédjé Lilimawu Nadu	05-07-86		05-07-88
014897-T	Abakou Yao	03-10-86		03-10-88
015437-X	Minekpor Mawouéna Mélagbé	03-11-86		03-11-88

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
-----------	----------------	----------------------------------	---------------------------------	-------------------------------------

Corps : adjoint-administratif — Catégorie : C

du grade d'adjoint-administratif 1re classe 3e échelon
au grade d'adjoint-administratif principal 1er échelon — indice : 900

015563-V	Akuetevi Ahlimba ép. Sowu	01-12-86		01-12-88
016634-U	De Souza Afiavi	22-07-86		22-07-88
016951-R	Salami Oyéwalé	06-09-86		06-09-88
021632-S	N'Gonou Komlan Apélété	18-08-86		18-08-88

du grade d'adjoint-administratif 2e classe 4e échelon
au grade d'adjoint-administratif 1re classe 1er échelon — indice : 750

007083-D	Hoh Komlanvi	31-12-86		31-12-88
009651-D	Limdo Banla Yaya	27-08-86		27-08-88
010020-E	Lawson-Hellu Latré Ahoéfa	01-07-86		01-07-88
011844-E	Dovie Abra Séfako ép. Adékambi	27-08-86		27-08-88
012004-N	Agbogah Atsu	27-08-86		27-08-88
012590-Y	Amétépé Yao Sélom	18-07-86		18-07-88
013141-P	Tchada Atha Maguilinebe	02-07-86		02-07-88
013588-N	Akouété Kouassi	14-11-86		14-11-88
013687-R	Kalipé Sétodji Délagnon	11-12-86		11-12-88
014524-N	Dénoo Akoli Komlan Adodo	01-07-86		01-07-88
014601-B	Agué Kodzo Dzifa	10-07-86		10-07-88
014822-Y	Nénonènè Adzowa ép. Adopré	18-08-86		18-08-88
014855-Z	Amouzou Komlanvi Azoguénou	26-08-86		26-08-88
014940-E	Botchoé Yawovi Epé	09-09-86		09-09-88
015178-L	Mama Kassimé	26-09-86		26-09-88
015365-X	Tsetsevi Kwami Mawudem	21-10-86		21-10-88
015434-U	Kokou Midoouindé	03-11-86		03-11-88
015471-H	Agbomedzi Akouvi	17-11-86		17-11-88
015614-Y	Amégee Akouvi Enyonam	11-12-86		11-12-88
024568-J	Edorh Amolona Atacé	01-07-86		01-07-88
029286-G	Misséboukpo Boboé Ayawovi Kafuata	10-11-86		10-11-88

Corps : commis d'administration — Catégorie : D

du grade de commis d'administration principal 3e échelon
au grade de commis d'administration classe exceptionnelle — indice 670

002072-S	Yovogan Yawo Djamussa	23-10-86		23-10-88
002541-F	Kpatral Takal	01-12-86		01-12-88
003725-X	Balissam Tarabalo	23-10-86		23-10-88

du grade de commis d'administration 1re classe 3e échelon
au grade de commis d'administration principal 1er échelon — indice : 550

009738-C	Bouli Yao	11-12-86		11-12-88
010639-R	Yovo Komlan	11-12-86		11-12-88
010687-R	Assih Lamabalo	01-12-86		01-12-88
012753-B	Doh Yao Demanyala	01-08-86		01-08-88

Corps : comptable-mécanographe — Catégorie : C

du grade de comptable-mécanographe 2e classe 4e échelon
au grade de comptable-mécanographe 1re classe 1er échelon — indice : 750

030442-L	Kuwonu Sémenyo Tsoéké Komla	24-08-86		24-08-88
032451-D	Koudeka Kodjo Amédomé	01-09-86		01-09-88
032656-J	Tchalim Mouza	15-09-86		15-09-88
033729-B	Yedena Wouetarogo	01-07-86		01-07-88

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
-----------	----------------	----------------------------------	---------------------------------	-------------------------------------

Corps : sténo-dactylo correspondancier — Catégorie : C

du grade de sténo-dactylo correspondancier 1re classe 3e échelon

au grade de sténo-dactylo correspondancier principal 1er échelon — indice : 900

016561-K	Lawson Chroco Messanvi Nadou	05-07-86		05-07-88
	du grade de sténo-dactylo correspondancier 2e classe 4e échelon			
	au grade de sténo-dactylo correspondancier 1re classe 1er échelon — indice : 750			
028446-G	Akakpo Koffi Senamey	01-09-86		01-09-88
031764-E	Oukpedjo Messouna Baba	07-12-86		07-12-88
033273-B	Edoh-Bédi Ameyo Morko	15-12-86		15-12-88

Corps : planificateur — Catégorie : A1

du grade de planificateur 2e classe 4e échelon

au grade de planificateur 1re classe 1er échelon — indice : 1900

023169-B	Kédagni Sédégan	03-07-86		03-07-88
----------	-----------------	----------	--	----------

Arrêté n° 460-MTFP du 13-6-89 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Corps : cons. action culturelle — Catégorie : A1

du grade de cons. action culturelle 1re classe 3e échelon

au grade de cons. action culturelle principal 1er échelon — indice : 2350

012625-K	Zinsou Sénouvo	29-07-86		29-07-88
----------	----------------	----------	--	----------

Corps : animat. action cultur. — Catégorie : A2

du grade d'animat. action cultur. 1re classe 3e échelon

au grade d'animat. action cultur. principal 1er échelon — indice : 1800

006712-J	Ezui Komlan Vivy	01-10-86		01-10-88
----------	------------------	----------	--	----------

Corps : animat. action cultur. — Catégorie : A2

du grade d'animat. action cultur. 2e classe 4e échelon

au grade d'animat. action cultur. 1re classe 1er échelon — indice : 1500

019291-M	Samlan Kodzo Messan	18-08-86		18-08-88
027509-X	Koffi-Kanabo Kodzo Krana	05-11-86		05-11-88
028477-P	Ekoué Djénou Kouégan	01-09-86		01-09-88

Corps : bibliothécaire — Catégorie : A2

du grade de bibliothécaire 2e classe 4e échelon

au grade de bibliothécaire 1re classe 1er échelon — indice : 1500

011819-V	Apaloo Amévi Naté	20-07-86		20-07-88
----------	-------------------	----------	--	----------

Corps : contrôleur du travail — Catégorie : B

du grade de contrôleur du travail 1re classe 3e échelon

au grade de contrôleur du travail principal 1er échelon — indice : 1450

006311-Z	Madou Koffi	25-07-86		25-07-88
----------	-------------	----------	--	----------

Corps : instructeur jeunesse animation — Catégorie : B

du grade d'instructeur jeunesse animation 2e classe 4e échelon

au grade d'instructeur jeunesse animation 1re classe 1er échelon — indice : 1150

011378-U	Dogbla Kokou Maglo	01-09-86		01-09-88
013930-L	Gbadzi Yawo Séfé	01-09-86		01-09-88
028442-U	Aguigah Dékawola Sodjinawu Novissi	01-09-86		01-09-88

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
028464-A	Bassonna Kodjo	01-09-86		01-09-88
028479-H	Flévi Komlan	01-09-86		01-09-88
028483-M	Fumey Koffi Déla Aménopé	01-09-86		01-09-88
028485-F	Gbétanou Kodzo Sossou	01-09-86		01-09-88
028486-Q	Ghaum-Bauda Tchaa	01-09-86		01-09-88
028494-G	Jimongou Tentchabré Kpéna	01-09-86		01-09-88
028504-J	Kossi Midodji	01-09-86		01-09-88
028505-T	Koudjodji Koami Ahadji	01-09-86		01-09-88
028515-D	Mathé Mama Manou	01-09-86		01-09-88
028539-D	Tablissi Djuln'Iga Baetrm	01-09-86		01-09-88
029287-R	Nabédé Kagnaya	06-11-86		06-11-88
<i>Corps : technicien de développement — Catégorie : B</i>				
du grade de technicien de développement 2e classe 4e échelon				
au grade de technicien de développement 1re classe 1er échelon — indice : 1150				
005910-G	Bitori Tchara Kawabalo	01-07-86		01-07-88
<i>Corps : conseiller-adjt jeunesse animat. — Catégorie : A2</i>				
du grade de conseiller-adjt jeunesse animat. 3e classe 4e échelon				
au grade de conseiller-adjt jeunesse animat. 2e classe 1er échelon — indice : 1500				
013494-G	Sitti Mawuéna Ayayi	01-09-86		01-09-88
028552-J	Zohou Kouaovi Djoské	01-09-86		01-09-88
<i>Corps : technicien sup. tourisme et hôtel — Catégorie : A2</i>				
du grade de technicien sup. tourisme et hôtel 2e classe 4e échelon				
au grade de technicien sup. tourisme et hôtel 1re classe 1er échelon — indice : 1500				
029284-N	Kassim Zakari	10-11-86		10-11-88
Arrêté n° 461-MTFP du 13-6-89 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires de la statistique générale sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :				
<i>Corps : ingénieur statisticien économ. — Catégorie : A1</i>				
du grade d'ingénieur statisticien économ. 1re classe 3e échelon				
au grade d'ingénieur statisticien économ. principal 1er échelon — indice : 2350				
016623-H	Figah Ayaovi	19-07-86		19-07-88
<i>Corps : ingénieur trav. stat. — Catégorie : A2</i>				
du grade d'ingénieur trav. stat. 2e classe 3e échelon				
au grade d'ingénieur trav. stat. 1re classe 1er échelon — indice : 1800				
019083-D	Jondoh Comlavi Dzigbodi	21-12-86		21-12-88
<i>Corps : aide-statisticien — Catégorie : B</i>				
du grade d'aide-statisticien 2e classe 4e échelon				
au grade d'aide-statisticien 1re classe 1er échelon — indice : 1150				
006722-U	Hossou Atsouvi	10-07-86		10-07-88
012585-B	Mensahvi Dodji Kofi Akogo	26-07-86		26-07-88
016566-G	Klimétou Essossinamh Samaloky	01-08-86		01-08-88
029439-H	Akindélé-Fébon Kwaouvi Alakpini	15-12-86		15-12-88
029440-J	Ayivi Amah Ayité	15-12-86		15-12-88
<i>Corps : agent technique statis. — Catégorie : C</i>				
du grade d'agent technique statis. principal 3e échelon				
au grade d'agent technique statis. classe exceptionnelle — indice : 1050				
007506-C	Atta Kossi Heri	13-07-86		13-07-88

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
-----------	----------------	----------------------------------	---------------------------------	-------------------------------------

Corps : agent spécialisé stat. — Catégorie : D

du grade d'agent spécialisé stat. principal 3e échelon

au grade d'agent spécialisé stat. classe exceptionnelle — indice : 670

002340-E	Ayayi-Aziamadjé Akouété	16-12-86		16-12-88
----------	-------------------------	----------	--	----------

Arrêté n° 462-MTFP du 13-6-89 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires des douanes sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Corps : inspecteur douanes — Catégorie : A1

du grade d'inspecteur douanes principal 3e échelon

au grade d'inspecteur douanes classe exceptionnelle — indice : 2800

007553-T	Ayéva-Dermann Zakariyao	03-08-86		03-08-88
----------	-------------------------	----------	--	----------

du grade d'inspecteur douanes 2e classe 4e échelon

au grade d'inspecteur douanes 1re classe 1er échelon — indice : 1900

019271-Z	Dosseh-Anyron Etsri Mékaéli	30-07-86		30-07-88
----------	-----------------------------	----------	--	----------

Corps : contrôleur douanes — Catégorie : B

du grade de contrôleur douanes 1re classe 3e échelon

au grade de contrôleur douanes principal 1er échelon — indice : 1450

002497-K	Dogblé Koffi-Mensah Adem	17-08-86	15-01-01	02-10-88
----------	--------------------------	----------	----------	----------

du grade de contrôleur douanes 2e classe 4e échelon

au grade de contrôleur douanes 1re classe 1er échelon — indice : 1150

005078-Y	Pana Kézié Agnuntt	31-12-86		31-12-88
----------	--------------------	----------	--	----------

021562-L	Assogba. Messan Yawo	31-12-86		31-12-88
----------	----------------------	----------	--	----------

Corps : agent de constatation douanes — Catégorie : C

du grade d'agent de constatation douanes 1re classe 3e échelon

au grade d'agent de constatation douanes principal 1er échelon — indice : 900

006326-Y	Edorh Hoégnikin	17-08-86		17-08-88
----------	-----------------	----------	--	----------

Corps : préposé douanes — Catégorie : D

du grade de préposé douanes brig. 3e échelon

au grade de préposé douanes brig. chef 1er échelon — indice : 550

008966-Y	Karkoma Ekpaou	24-09-86		24-09-88
----------	----------------	----------	--	----------

008971-R	Némi Kodjo Adéto	24-09-86		24-09-88
----------	------------------	----------	--	----------

Arrêté n° 463-MTFP du 13-6-89 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés du cadre des fonctionnaires météorologie et aéronautique civile sont promus au grade supérieur de leur corps dans les conditions suivantes :

Corps : ingénieur aviation civile — Catégorie : A1

du grade d'ingénieur aviation civile en chef 3e échelon

au grade d'ingénieur aviation civile en chef classe exceptionnelle — indice : 2800

034165-P	Messan-Klo Anani Koffi	01-09-86		01-09-88
----------	------------------------	----------	--	----------

Matricule	Nom et prénoms	Date effet ancienne situation	Durée suspension JJ-MM-AA	Date effet nouvelle situation
-----------	----------------	----------------------------------	---------------------------------	-------------------------------------

Corps ingénieur trav. météo — Catégorie : A2

du grade d'ingénieur trav. météo 2e classe 4e échelon

au grade d'ingénieur trav. météo 1re classe 1er échelon — indice : 1500

028072-J	Alfa-Traoré Dari	09-07-86		09-07-88
028085-X	Afidégnon Koffi	15-07-86		15-07-88

Corps : assistant météorolog. — Catégorie : C

du grade d'assistant météorolog. principal 1re classe 3e échelon

au grade d'assistant météorolog. principal 1er échelon — indice : 900

004477-P	Atigan Agbényénou	22-08-86		22-08-88
018278-Y	Adopré-Doh Kodzo-Kuma Séfia	11-10-86		11-10-88
018287-Z	Assalé Kpalou	11-10-86		11-10-88
018311-Z	Ouassao Baty-Imoin M'Bornam	11-10-86		11-10-88
018313-K	Tchalaou Koumaï-Wé	14-10-86		14-10-88

du grade d'assistant météorolog. 2e classe 4e échelon

au grade d'assistant météorolog. 1re classe 1er échelon — indice : 750

028232-S	Parbey O'Kangnitey Miwognoenam	05-08-86		05-08-88
028233-B	Plékou Komi	05-08-86		05-08-88
028510-Q	Lawson Boèvi Ata	01-09-86		01-09-88
028551-H	Zandji Kossi Mali	01-09-86		01-09-88

Corps : agent spécialisé météo — Catégorie : D

du grade d'agent spécialisé météo principal 3e échelon

au grade d'agent spécialisé météo classe exceptionnelle — indice : 670

001736-S	Kadiri Abiola Owolagba	22-08-86		22-08-88
----------	------------------------	----------	--	----------

Corps : assist. circul. aérienne — Catégorie : C

du grade d'assist. circul. aérienne 2e classe 4e échelon

au grade d'assist. circul. aérienne 1re classe 1er échelon — indice : 750

028457-T	Atcholi Kagnaya	01-09-86		01-09-88
034586-U	Akoh Kokouba Bimaia ép. Miziawa	01-08-86		01-08-88

Corps : technicien sup. météo — Catégorie : A2

du grade de technicien sup. météo 1re classe 3e échelon

au grade de technicien sup. météo principal 1er échelon — indice : 1800

012542-Y	Gbada Etsey	01-07-86		01-07-88
----------	-------------	----------	--	----------

du grade de technicien sup. météo 2e classe 4e échelon

au grade de technicien sup. météo 1re classe 1er échelon — indice : 1500

032438-Y	Alou Abalo	23-08-86		23-08-88
032439-H	Ati-Atcha Essowavana Sébabè	23-08-86	28-03-00	21-12-88

Admissions

Arrêté n° 621-MTFP du 3-8-89 — M. Agbénu Komla Dzidzinyo, titulaire de la licence ès-sciences mathématiques et admis aux concours de recrutement des professeurs des 3e et 4e degrés (session des 8 et 9 septembre 1988), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de C.E.G. de

2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (mission française de coopération et d'action culturelle).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 622-MTFP du 3-8-89 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct de recrutement des professeurs de l'enseignement des 3e et 4e degrés (session des 8 et 9 septembre 1988), sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes :

*Ministère de l'enseignement technique
et de la formation professionnelle*

*(Mission française de coopération
et d'action culturelle)*

Catégorie A1

*professeur de construction mécanique
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1450)*

- Bissao Tchabodjo (Bac F1 + diplôme d'Etat d'ingénieur, option : mécanique des industries alimentaires).

*professeur de mécanique générale
de 3e classe 1er échelon stagiaire (indice 1300)*

- Ketor Yawovi Mélagbé (Bac C + master of sciences, option : physique et maths).

*professeur de génie mécanique
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1450)*

- Yovo Komla Agbesi (Bac C + attestation de diplôme d'ingénieur de conception option : génie mécanique).

Catégorie A2

*professeur électronicien
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1200)*

- Ativon Komla Agbéko (Bac C + diplôme d'ingénieur technologue, option : génie électricité-électronique).

*professeur de génie civil
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1200)*

- Medezi Tagba-Damsou (Bac D + attestation de diplôme de technologie, spécialité : génie civil (Dakar) + attestation de diplôme d'ingénieur des travaux publics de l'Etat (Paris).

*Ministère de l'éducation nationale
et de la recherche scientifique
(Mission française de coopération
et d'action culturelle)*

Catégorie A1

*professeurs de mathématiques
de 3e classe 2e échelon stagiaires (indice 1450)*

- Kouakou Ranzawoa Kodjo (diplôme d'ingénieur d'Etat électromécanicien).
- Yamouti Badji (maîtrise en mécanique + diplôme d'études approfondies).

*professeur de physique-chimie
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1450)*

- Ezian Boutamékpo (diplôme d'ingénieur de l'équipement rural + attestation de réussite à l'examen du cycle normal de psychopédagogie).

*professeurs de mathématiques
de 3e classe 1er échelon stagiaires (indice 1300)*

- Assih Nalewazi Eyakifama (master of sciences en mathématiques et physique).
- Kagnaya Aloudi (master of sciences en mathématiques et physique).

*professeurs de physique-chimie
de 3e classe 1er échelon stagiaires (indice 1300)*

- Edoth Dossah-Dossou (attestation de maîtrise en sciences physiques).
- Samaro Bivembiou (attestation de licence de sciences physique-chimie + maîtrise de chimie + attestation de réussite à l'examen du cycle normal de psychopédagogie).
- Atakora Djah (Bac série D + licence 4 ans) de chimie-organique.

*professeurs d'enseignement supérieur :
Université du Bénin
(Mission française de coopération
et d'action culturelle)*

Catégorie A1

*professeur de géologie de 3e classe 2e échelon stagiaire
(indice 1450)*

- Togbé K. Adika (maîtrise es sciences naturelles + diplôme d'études approfondies de géo-chimie de la surface).

*professeur de technologie alimentaire
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1450)*

- Osseyi Elogo Sayo (Bac D + licence en sciences naturelles + maîtrise de biologie végétale + DEA de biologie et physiologie végétale + diplôme d'ingénieur des industries alimentaires régions chaudes de l'école nationale supérieure des industries agricoles alimentaires).

*professeur d'informatique
de 3e classe 2e échelon stagiaire (indice 1450)*

- Tabiou Touwéré (Bac série F1 + diplôme d'ingénieur option : génie électrique).

*professeurs de mathématiques
de 3e classe 2e échelon stagiaires (indice 1450)*

- Mme Ouro-Sama Safouanou ép. Tabiou (licence de mathématiques + maîtrise en mathématiques + diplôme d'études approfondies en mathématiques + doctorat de 3e cycle spécialité : mathématiques).
- M. Tiem Mama Sonnou (diplôme d'études approfondies, spécialité : génie physique et mécanique + doctorat d'université de Metz en physique-mathématiques).

*professeurs des CEG de 3e classe 1er échelon
stagiaires (cat. A2 — ind. 1100)*

Mathématiques

- Assani Nourou (licence ès sciences mathématiques)
- Gbadamassi Osséni (Bac + licence ès sciences mathématiques).

Physique-chimie

— Goyito Mensah Akua ép. Essé (attestation de licence ès sciences physique-chimie).

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Titularisations

Arrêté n° 581-MTFP du 19-7-89 — M. Agbokou Komi, n° mle 034767-H, professeur des collèges d'enseignement général (CEG), de 3e classe 1er échelon stagiaire est titularisé dans son emploi à compter du 18 septembre 1987 et conserve une ancienneté d'un (1) an.

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade à compter du 18 septembre 1988 (AC : épuisée).

Arrêté n° 582-MTFP du 19-7-89 — M. Ahossou Kodjo Agbénohévi, n° mle 032804-W, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 1er échelon stagiaire, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, est titularisé dans son emploi à compter du 21 septembre 1983 (AC : 1 an).

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

21-9-84 — ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 2e échelon

21-9-86 — ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 3e échelon

21-9-88 — ingénieur-adjoint d'agriculture de 3e classe 4e échelon.

Absence irrégulière

Arrêté n° 577-MTFP du 19-7-89 — Est constatée pour la période allant du 21 septembre 1981 au 15 janvier 1984 inclus l'absence irrégulière de M. Ekon Missodé, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service au CEG de Tabligbo (préfecture de Yoto).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Révocations

Arrêté n° 569-MTFP du 17-7-89 — M. Alassani Kossi, n° mle 035212-N, sapeur-pompier 2e échelon en service à la caserne des sapeurs-pompiers de Lomé est révoqué de ses fonctions sans suspension de droits à pension à compter du 6 avril 1989 pour fautes lourdes commises dans l'exercice de ses activités professionnelles.

Arrêté n° 575-MTFP du 18-7-89 — M. Languie Toyi, mle 007906-L, moniteur de 3e classe 4e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique d'Agbokopé-Litimé (préfecture de Wawa) est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pensions pour fautes lourdes commises dans l'exercice de ses activités professionnelles.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Arrêté n° 659-MTFP du 8-8-89 — M. Tchangai-Kao Tcha Ady, n° mle 010633-K, secrétaire d'administration principal 1er échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la direction du commerce intérieur, des prix et du contrôle à Lomé, est révoqué de ses fonctions sans suspension de droits à pension pour comportements indignes avec son statut de fonctionnaire.

Le présent arrêté prend effet à compter du 8 septembre 1988.

Rappel à l'activité

Arrêté n° 579-MTFP du 19-7-89 — M. Ekon Missodé, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Kawa-Woro (préfecture de Tchadoudjo) qui a bénéficié d'un congé sans solde suivant arrêté n° 578-MTFP du 19 juillet 1989 est rappelé à l'activité à compter du 6 novembre 1984 et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 3-7-89 à l'arrêté n° 150-MTFP du 13 février 1989 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des professeurs de l'enseignement des 3e et 4e degrés, sont nommés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (budget autonome de l'Université du Bénin).

Lire :

Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des professeurs de l'enseignement des 3e et 4e degrés, sont nommés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (mission française de coopération d'action culturelle).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 3 juillet 1989 à l'arrêté n° 183-MTFP du 21 février 1989 portant nomination.

Au lieu de :

Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des professeurs de l'enseignement des 3e et 4e degrés, sont nommés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 28 du budget général).

Lire :

Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des professeurs de l'enseignement des 3e et 4e degrés, sont nommés dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (mission française de coopération d'action culturelle).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 17 juillet 1989 à l'arrêté n° 215-MTFP du 10 mars 1989 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

M. Dossou Kinmidé Viho, n° mle 002143-R, brigadier-chef de police 2e échelon du cadre des fonctionnaires de la police en service à la direction de la sûreté nationale est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1er avril 1989, pour limite d'âge.

Lire :

M. Dossou Kinmidé Viho, n° mle 002143-R, brigadier-chef de police principal de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de la police en service à la direction de la sûreté nationale est admis à faire valoir ses droits à une pension pour compter du 1er avril 1989, pour limite d'âge.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 17 juillet 1989 à l'arrêté n° 422-MTFP du 25 mai 1989 portant détachement.

Au lieu de :

M. Amouzou Koami Essè Aziagbédé, n° mle 018285-F, professeur de 1re classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'institut national de la recherche scientifique à Lomé, est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du programme des nations-unies pour le développement (PNUD) au Togo pour une durée d'un (1) an, valable du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 inclus.

Lire :

M. Amouzou Koami Essè Aziagbédé, n° mle 029365-P, professeur des CEG de 2e classe 1er échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'institut national de la recherche scientifique, est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du programme des nations-unies pour le développement (PNUD) au Togo pour une durée d'un (1) an, valable du 1er avril 1989 au 31 mars 1990 inclus.

Le reste sans changement.

DIVERS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 11 août 1989 à l'arrêté n° 209-MFE-CR du 24 juin 1974 portant concession d'une pension de retraite.

Au lieu de :

Une pension proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de : cent un mille trois cent quatre (101.304) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Egbessia Mabaféi, gardien de circonscription de 1re classe 6e échelon (indice 500) admis à la retraite.

Lire :

Une pension d'ancienneté (pourcentage 52%) au montant annuel de cent vingt huit mille quatre cent quatre vingt quatre (128.484) francs pour compter du 1er avril 1974, de cent quarante sept mille sept cent cinquante deux (147.752) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent soixante neuf mille neuf cent seize (169.916) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent quatre vingt six mille neuf cent huit (186.908) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent quatre vingt seize mille deux cent cinquante deux (196.252) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de deux cent six mille soixante quatre (206.064) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Egbessia Mabaféi, gardien de préfecture de 1re classe 6e échelon (indice 500) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 10 juillet 1989 à l'arrêté n° 244-MFEP-CR du 30 août 1971 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37%) au montant annuel de soixante neuf mille huit cent douze (69.812) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Alona Koassi, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20.044 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

.. Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de quatre vingt six mille sept cent quatre vingt seize (86.796) francs pour compter du 1er août 1971, de quatre vingt quinze mille quatre cent soixante douze (95.472) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent neuf mille sept cent quatre vingt douze (109.792) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent vingt six mille deux cent soixante (126.260) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent trente huit mille huit cent quatre vingt huit

(138.888) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent quarante cinq mille huit cent trente deux (145.832) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent cinquante trois mille cent vingt (153.120) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Alona Koassi, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20.044 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 11 août 1989 à l'arrêté n° 281-MFE-CR du 9 octobre 1967 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32%) au montant annuel de quatre vingt dix huit mille seize (98.016) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Halakanta Toï, sergent-chef 2e échelon n° mle 14013 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 750), admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 33%) au montant annuel de cent un mille quatre cents (101.080) francs pour compter du 15 septembre 1966, de cent onze mille cent quatre vingt huit (111.188) francs pour compter du 1er janvier 1971, de cent vingt deux mille trois cent huit (122.308) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent quarante mille six cent cinquante deux (140.652) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent soixante et un mille sept cent quarante huit (161.748) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent soixante dix sept mille neuf cent vingt quatre (177.924) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent quatre vingt six mille huit cent seize (186.816) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent quatre vingt seize mille cent soixante (196.160) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Halakanta Toï, sergent-chef 2e échelon n° mle 14013 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 750) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 21 juillet 1989 à l'arrêté n° 430-MFEP-CR du 5 octobre 1970 portant concession d'une pension militaire.

Au lieu de :

Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37%) au montant annuel de soixante trois mille quatre cent soixante huit (63.468) francs est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Tchansi Bilao, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20162 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Lire :

Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 55%) au montant annuel de quatre vingt quatorze mille trois cent quarante (94.340) francs pour compter du 1er août 1970, de cent trois mille sept cent soixante seize (103.776) francs pour compter du 1er janvier 1971, de cent quatorze mille cent cinquante deux (114.152) francs pour compter du 1er janvier 1974, de cent trente et un mille deux cent soixante douze (131.272) francs pour compter du 1er janvier 1975, de cent cinquante mille neuf cent soixante quatre (150.964) francs pour compter du 1er janvier 1977, de cent soixante six mille soixante (166.060) francs pour compter du 1er janvier 1980, de cent soixante quatorze mille trois cent soixante quatre (174.364) francs pour compter du 1er janvier 1982 et de cent quatre vingt trois mille quatre cents (183.080) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée, sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, à M. Tchansi Bilao, soldat de 1re classe 5e échelon n° mle 20162 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Le reste sans changement.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION

RECEPISSE DE DECLARATION D'ASSOCIATION
N° 1220/INT-SG-APA-PC du 28 août 1989

Titre de l'Association :

CONSEILS GESTION AFRIQUE TOGO
aux Initiatives des Communautés de Base
(CONGAT/ICB)

Siège :

Lomé, Bloc Synodal, 1, rue Tokmaké — BP 1857

Buts :

- a) Le CONGAT/ICB a pour but d'œuvrer à la promotion humaine, au développement économique et social dans les communautés de base en Afrique et principalement au Togo.
- b) Le CONGAT/ICB a pour missions :
 - 1°) La promotion de la coopération de communauté à communauté aux plans local, national et régional en matière de développement économique et social par toutes formes d'échanges et/ou de jumelages.
 - 2°) La collecte, la capitalisation et la diffusion, pour une exploitation rationnelle par les utilisateurs à la base, de toutes informations et documentations sur les expériences locales ou étrangères, individuelles, collectives et/ou institutionnelles.

- 3°) Le renforcement des compétences à travers des programmes de formation et d'éducation des adultes.
- 4°) La valorisation des ressources par la création, l'organisation, la gestion de programme en partenariat.

(Voir l'article 4 des Statuts)

Pièces annexées :

- Statuts
- Liste des membres du bureau-directeur.

Lomé, le 28 août 1989.

*Le ministre de l'intérieur,
et de la sécurité,*

*Le Général de Brigade
Amégi Yao Mawulikplimi.*

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 167 Vol. I F° 167 Cercle de Lomé appartenant à F. BRUCE, commerçant à Lomé.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 171, vol. I, folio 171, cercle de Lomé appartenant aux héritières de Mme Anna Akouavi BRUCE à savoir :

1°) Mme M. Heydou, revendeuse à Lomé

2°) Mme C. Heydou, ménagère à Lomé.

(Pour première insertion)